

LA GÉOGRAPHIE DANS UN MONDE EN CRISE

Paul CLAVAL

Professor a l'Université de Paris-Sorbonne

I.

La géographie s'est développée depuis un siècle à un rythme rapide. Elle est née à l'époque de l'expansion maximum de l'Occident et de l'industrialisation rapide des grandes nations atlantiques et d'Europe centrale. Elle s'est inscrite dans une ambiance souvent difficile --celle des confrontations de nationalismes en Europe puis un peu partout dans le monde, celle des grands conflits mondiaux et celle de la décolonisation. Les crises n'ont pas manqué, mais elles ne remettaient pas en cause un certain nombre d'éléments fondamentaux de la vie économique et sociale. L'idée de progrès était partagée par tous et c'est dans la voie d'une exploitation plus efficace du milieu, dans celle d'une mobilisation sans cesse plus poussée des sources d'énergie, des matières premières minérales et des productions agricoles que l'on s'accordait à chercher la solution à la plupart des maux. Tous ne participaient pas de la même manière à l'élévation des niveaux de vie liée à ces transformations, mais cela ne remettait pas en cause l'optimisme de la plupart des théoriciens pour les libéraux comme pour les socialistes, c'est dans le sens d'une meilleure utilisation de la terre qu'il fallait oeuvrer pour soulager les misères et faire régner la justice dans notre monde.

Il y avait d'autres points d'accord au milieu de tous les conflits: l'opinion admettait que la mobilité sans cesse accrue des hommes, des idées et des nouvelles était une des conditions du progrès. Les nationalismes étaient exacerbés, mais ils ne s'opposaient pas à la diffusion d'une culture de plus en plus universaliste: c'est d'ailleurs bien souvent au nom des mêmes idéaux que les pays s'opposaient bien plus que pour sauvegarder leur originalité et leur identité.

Le monde est entré depuis le début des années 1970 dans une période très différente, dans une ère où les remises en cause sont plus nombreuses et plus profondes qu'elles ne l'avaient jamais été depuis un siècle dans le domaine économique, depuis deux ou trois dans celui des institutions sociales et politiques. Le problème le plus visible, c'est celui de l'énergie: ce qui fait sa gravité, c'est qu'il est le révélateur de la finitude des capacités productives de la terre. Les ressources exploitables sont limitées, tout le monde le sait depuis toujours, mais tant que l'on trouvait de l'énergie en abondance croissante et à des coûts décroissants, il n'y avait pas de problème économique réel: il était possible d'attaquer des ressources de plus en plus médiocres, d'ouvrir des mines pour extraire des minerais à teneur toujours plus faible sans que cela prète à conséquence: la baisse du prix de l'énergie masquait l'épuisement des ressources les plus aisément utilisables. Tout le monde pouvait croire que la diffusion à l'ensemble des hommes des niveaux de vie des nations les plus avancées ne susciterait pas de problème grave. La pénurie d'énergie sous sa forme la plus facilement utilisable --celle des minerais fossiles-- bouleverse toute l'optique: le progrès n'est sans doute pas arrêté, des énergies de substitution sont déjà mobilisées et d'autres le seront dans le futur --mais les limites de la terre sont en vue et l'on sait que l'on peut provoquer, pas une exploitation inconsidérée, des dommages irréparables.

La crise des années 1970 a d'autres dimensions. Elle correspond à une remise en question sans précédent de ce que les idéologies libéra-

les et socialistes avaient en commun --l'idée que l'organisation optimale de la société et que le progrès qui lui est lié passe par la création d'Etats forts et de bureaucraties efficaces pour les servir ou pour tirer parti des richesses et permettre leur exploitation à l'échelle de grands espaces nationaux ou internationaux. Cela se payait, tout le monde en était conscient, d'un certain nombre de contraintes, mais l'accord existait pour en supporter le prix tant l'avantage attendu semblait considérable. Au fur et à mesure que les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord sont entrés dans la civilisation d'abondance, les points de vue se sont modifiés. Ce que chacun retire de l'action de l'Etat-providence ou d'une architecture sociale et économique par grandes entreprises paraît aller de soi et se trouve du coup déprécié. La conscience de l'uniformisation qu'ont entraînée la modernisation des techniques de production et l'ouverture de vastes marchés se développe. On rêve de ce qui est mal assuré par l'économie de masse: les valeurs culturelles un temps néprisées retrouvent leur attrait. L'Etat et la nation qui le supportait se trouvent dépréciés. Les régionalismes ou les nationalismes irrédents font preuve d'un dynamisme étonnant. Les mouvements internationalistes retrouvent aussi une nouvelle jeunesse.

La crise des années 1970 et 1980 est donc bien différente de celles qui ont secoué l'Europe depuis le début de la Révolution industrielle. Elle a une dimension économique, certes, mais qui traduit plus une redistribution des cartes à la surface de la planète qu'un accident de croissance du système capitaliste des vieilles nations industrielles: ce qui est en cause, c'est la division entre un noyau de pays dynamiques inventant sans cesse de nouvelles techniques, de nouveaux procédés de fabrication, de nouvelles façons de vivre et de consommer et une périphérie incapable d'absorber les nouveaux savoirs, ce qui la condamne à une stagnation indéfinie ou à une régression sans appel. La preuve est faite désormais que les pays du Tiers Monde sont en mesure de concurrencer les producteurs les plus expérimentés dans un nombre croissant de domaines, ce qui entraîne une nouvelle carte des foyers manufacturiers, la crise irrémédiable des régions d'industries peu sophistiquées en Europe et en Amérique du Nord et l'apparition de nouveaux conglomérats de producteurs: cela annonce pour un proche avenir la multiplication des Japon.

La crise économique se double donc d'une crise écologique et d'une crise des valeurs qui impliquent une remise en question d'à peu près tout ce qui avait fait la force de l'Occident depuis le début de la grande aventure du rationalisme scientifique, de la société libérale et de la production industrielle.

Que peut apporter la géographie dans cette situation de doute à la réflexion nécessaire sur les fondements de notre société et sur l'organisation à donner au monde pour qu'il soit plus juste, plus heureux et plus fraternel que celui d'aujourd'hui? Apparemment, pas beaucoup. La géographie a été absorbée au cours de la dernière génération par un effort interne d'aggiornamento qui l'a éloignée des grands problèmes de l'heure. Beaucoup s'en prennent presque à regretter cette mutation, pensant qu'une discipline moins moderne, moins savante, mais davantage tournée vers les problèmes d'actualité serait au fond plus efficace dans notre monde et aiderait mieux les responsables à prendre conscience des problèmes qu'ils ont à résoudre.

Ce n'est pas notre point de vue. En un sens, la naissance de la nouvelle géographie a conduit les géographes à se préoccuper davantage de méthodes, de principes que des questions brûlantes de l'actualité. D'un autre côté, la lumière ainsi jetée sur les principes d'organisation de l'espace est indispensable pour comprendre les transformations en cours et pour distinguer celles qui sont inévitables et celles que l'on peut essayer de freiner ou de stopper: elle conditionne l'intérêt de la ré-

flexion géographique pour les hommes d'action. C'est ce que nous voudrions maintenant montrer.

II.

La géographie que s'est progressivement élaborée entre 1870 et 1940 est fondamentalement une histoire naturelle des paysages et des divisions régionales de la surface de la terre. Elle n'ignore pas les problèmes de société, mais cesse de les analyser dès qu'ils ne se traduisent pas directement dans l'organisation de l'espace ou dans les aménagements visibles. La démarche choisie repose sur l'inventaire des différences que l'on perçoit en se déplaçant. Elle débouche sur des typologies bien plus souvent que sur des explications au sens plein du terme --et parmi les explications, la préférence va généralement aux analyses génétiques: les chercheurs essaient de voir comment les formes se sont succédées et engendrées, comment les hommes s'y sont pris pour utiliser une contrée et comment ils sont arrivés à élaborer des méthodes plus efficaces et plus sophistiquées de mise en valeur.

Cette géographie fait la part égale, en principe, aux aspects naturels et aux aspects sociaux et économiques de la réalité, mais sa logique est telle que les interprétations des traits naturels du paysage vont beaucoup plus loin que celles que l'on propose de l'organisation des relations humaines dans l'espace. La géomorphologie parvient, par exemple, à des schémas d'évolution qui rendent compte des principaux types de paysage sans avoir besoin de sortir du cadre génétique. La climatologie et les disciplines biogéographiques mettent plus longtemps pour se former, mais elles disposent vers les années 1920 ou 1930 de principes également satisfaisants. Il n'existe rien de comparable pour la géographie humaine, sinon en ce qui concerne les paysages agraires: les travaux historiques font découvrir, entre les deux guerres mondiales, la surprenante stabilité des bocages ou des openfields d'Europe occidentale, mais aussi leurs crises, leurs remaniements et la manière dont ils se transforment en gardant visibles certains traits des aménagements qui les ont précédés. La méthode génétique fait ici ses preuves, découvre à la réflexion géographique un objet digne d'intérêt, mais reste incapable d'aller au delà de l'inventaire des organisations et des dynamismes repérables à travers la morphologie actuelle ou les documents archéologiques. La géographie humaine ne prend de l'épaisseur qu'à partir du moment où elle s'attache à l'analyse de faits de structures, mais elle manque d'instruments pour les expliquer.

La géographie classique est-elle une discipline écologique? Apparemment oui, puisqu'elle appréhende à la fois les aspects physiques et les aspects sociaux de la réalité --ce qui devrait la conduire à saisir l'ensemble des relations que les sociétés humaines entretiennent avec leur environnement. En réalité, elle l'est assez peu. L'esprit de description naturaliste qui la domine lui interdit de se donner l'arsenal de concepts et de méthodes indispensables pour décrire de manière satisfaisante les faisceaux de liens et les régulations qui s'inscrivent entre les groupes et leur milieu. Malgré le succès précoce des thèmes écologiques, à l'époque de Ratzel ou de Reclus, les recherches ne débouchent presque jamais sur une appréciation chiffrée des potentialités du milieu et de leur utilisation par l'homme.

Les choses commencent à changer avec des hommes comme Max Sorre: pour lui, déjà, la géographie est conçue comme une science sociale. Elle n'est pas description de la diversité terrestre, elle est interprétation du rôle de l'homme dans la transformation d'un monde qu'il apprend peu à peu à exploiter, à parcourir et à habiter. La géographie physique ne constitue pas un chapitre indépendant de ceux consacrés à la vie des groupements humains; elle lui est intégrée, elle l'explique en établissant l'inventaire des ressources exploitables, des facilités offertes aux déplacements et à la vie de communication, et des limitations qu'introduisent les diverses affections qui peuvent se développer dans les milieux humanisés.

La nouvelle géographie pousse à l'extrême la transformation que l'on commençait à noter chez les meilleurs géographes humains des années 1930 ou 1940: elle s'affirme comme une science sociale à part entière. Elle s'intéresse aux fondements écologiques de l'existence, comme l'avait fait Sorre; elle se veut sensible aux dimensions sociales et culturelles des faits d'organisation de l'espace, comme Gourou l'était dans son analyse des sociétés du delta tonkinoid; elle donne à la distance, à l'éloignement, à la difficulté de communiquer un poids que les économistes avaient jusqu'alors été les seuls à lui conférer: de ce point de vue, Christaller marque la grande charnière.

La guerre a sans doute retardé l'épanouissement de ces courants nouveaux: il faut attendre le début des années 1950 pour voir s'affirmer l'orientation sociale de la discipline. Elle est très nette chez Hägerstrand, au début de ses enquêtes sur les faits de diffusion. Au nom de positivisme logique, Fred K. Schaeffer prône la fin de l'exceptionnalisme: il veut que la géographie cesse d'être comprise comme une histoire naturelle des paysages ou des régions et qu'elle devienne une science comme les autres. Il n'est pas sensible au caractère social de la transformation qui doit s'opérer pour moderniser la discipline. Il donne au mouvement qui se développe à partir de 1955 dans le monde anglo-saxon une orientation discutable. Les théoriciens du changement insistent sur la nécessité d'introduire les méthodes rigoureuses, les démarches quantitatives, le jeu de l'hypothèse et de la preuve qui ont fait l'indiscutable fécondité des autres disciplines. Ce faisant, ils attirent l'attention sur le rôle de la distance, font largement appel aux modèles économiques que la jeune science régionale fait alors connaître: ils favorisent effectivement le progrès des connaissances, mais sans bien souligner ce qui y est réellement essentiel.

La recherche des années 1960 s'égare ainsi parfois dans un scientisme qui ne l'enrichit guère. Elle souligne avec insistance ses rapports avec la géométrie, consacre une bonne part de son énergie à l'exploration de méthodes statistiques jusqu'alors négligées et reprend le vieux thème du parallélisme entre les aspects physiques et les aspects humains de la géographie: les analogies de toutes les structures hiérarchiques, celles des réseaux hydrographiques, sont volontiers soulignées. Robert Sack a dénoncé avec juste raison les excès de cette conception de la géographie, son insupportable orgueil et les illusions d'une démarche qui se veut tellement scientifique qu'elle oublie que l'espace qui nous intéresse n'est pas une entité abstraite, mais le monde concret et peuplé d'objets de la vie de tous les jours.

Les critiques adressées à l'orientation dominante dans l'école anglo-saxonne au cours des années 1960 font mieux comprendre la portée des transformations réellement opérées. Ce qu'il y avait de fécond dans les innovations propagées, c'était la prise en compte de la distance dans la vie des groupes: la répartition des hommes ne s'explique pas toute entière par la manière dont ils tirent parti de leur environnement; elle dépend de la difficulté des transports, de l'efficacité des échanges d'information, des préférences pour l'isolement ou pour la vie collective. Les schémas d'explication imaginés ont sans doute été trop mécaniques dans un premier temps. L'univers économique auquel ils s'appliquaient supposait des agents aux comportements simples, tournés vers les mêmes objectifs de rationalité et de maximisation des avantages. Tout l'aspect subjectif de la communication pouvait être négligé. Les analyses de portées des flux et de systèmes de rétroaction mises à la mode dans les sciences physiques ou économiques suffisaient à rendre compte de la tendance à la concentration d'une partie des activités, de l'espacement et de la hiérarchie des centres urbains; elles expliquaient, et c'était nouveau, des différenciations qui trouvent leur principe dans les relations sociales et non dans la confrontation avec le milieu.

Les orientations actuelles sont plus ouvertes à une vision globale de la vie des hommes. Les nécessités de la vie matérielle et le poids des conditions de l'environnement ne sont plus négligées comme elles l'étaient parfois dans les années 1960 --ce qui conduit à une orientation vraiment écologique de la géographie physique. A côté de la géomorphologie, de la climatologie et de la biogéographie traditionnelles, qui sont des sciences naturelles au même titre que la géologie, on voit se développer des travaux qui insistent sur l'ensemble des actions et rétroactions qui se tissent entre les divers ordres de phénomènes --et qui permettent de comprendre les interrelations complexes de la société et de son environnement.

La vie sociale n'est plus conçue sous l'angle étroit de l'économisme des années 1960. Dans le domaine politique, par exemple, les conditions offertes à la communication changent beaucoup selon que le pouvoir est accepté comme légitime ou qu'il ne peut s'imposer que par la force: la surveillance des comportements déviants est infiniment plus dispendieuse dans le second cas, puisqu'on ne peut compter sur la bonne volonté de la majeure partie de la population et sur sa collaboration au maintien de l'ordre. Les dimensions spatiales des systèmes politiques dépendent donc de leur contenu idéologique.

Comment qualifier ces orientations récentes? Après avoir mis l'accent sur les ruptures multiples des vingt dernières années et évoqué la ronde des paradigmes, à la manière de Thomas Kuhn, la continuité réelle que masquent ces revirements trop fréquents de la mode devient perceptible. Idéalisme, phénoménologie, existentialisme, marxisme ont tour à tour été invoqués pour indiquer le caractère original des travaux contemporains -- et les spécialistes se sont déchirés à belles dents pour savoir si le côté subjectif des analyses d'interaction relevait plus de l'un ou de l'autre de ces courants. Ce qui est frappant pour qui prend un peu de recul, c'est bien plutôt leur convergence. C'est pourquoi un terme plus vague, plus général, celui de géographie humaniste, convient mieux. Il s'adapte très bien à certaines interprétations marxistes récentes, celles proposées par les collègues anglais de l'école de Cambridge, par exemple: leur marxisme est de plus en plus dialectique, de plus en plus soucieux d'insister sur la relativité des institutions et des comportements et de moins en moins marqué par le dogmatisme encore fréquent sur le continent.

Ce courant humaniste se pose des questions qu'ignoraient les scientifiques à la mode jusqu'il y a peu --celui, inspiré des sciences naturelles, de la géographie classique, ou celui, teinté par le néo-positivisme logique, des vingt dernières années. Ceux qui s'en réclament n'essaient pas seulement de dresser l'inventaire de ce qui est, ils s'interrogent sur ce qui devrait être ou pourrait être mieux. Ils se préoccupent de justice, d'égalité et pas seulement d'efficacité. Le mouvement radical est, en ce sens, une composante nécessaire des nouvelles tendances, mais il n'en est qu'une facette, qu'une application. Les marxistes en revendiquent la paternité, ce qui est historiquement inexact et ne reflète pas la logique de l'évolution globale de la discipline: à partir de l'instant où l'on est conscient de l'historicité de la société, les répartitions observées n'apparaissent plus comme des données contre lesquelles la volonté de réforme et de progrès s'épuise; les mutations ne dépendent pas toutes, contrairement à ce que pensaient les scientistes, des innovations techniques. Une part importante de la géographie dépend des valeurs partagées, des institutions qu'elles autorisent et des systèmes politiques qu'elles se créent. Une géographie vraiment humaniste est donc porteuse d'un message critique et suggère des mesures propres à assurer plus d'harmonie et plus de bonheur dans notre monde.

Les géographes qui adoptent le point de vue humaniste moderne sont, en un sens, modestes. Ils savent que la marge qui sépare leurs constructions de celles du sens commun est moins grande qu'on ne le pensait naguère: ils se veulent rigoureux, prudents, méthodiques, font tout pour donner

à leurs résultats la plus grande cohérence et la plus grande solidité, mais ils traitent de valeurs qui ne sont pas éternelles, de comportements qui sont variables et de choix qui ne sont pas tous rationnels. Pour arriver à la compréhension ultime d'un certain nombre de faits sociaux et géographiques, ils estiment nécessaire l'effort de dépaysement et le décentrement qui permet seul de saisir la logique des cultures qui nous sont étrangères. Du coup, la géographie devient sympathique à toutes les formes d'appréhension, de perception, d'appréciation du réel. Elle ne prétend plus imposer toujours et partout une même optique, un même système de mesure et de valeurs. Elle essaie de percer ce qui est au coeur des mondes les plus différents du nôtre.

La transformation à laquelle correspond le courant de la nouvelle géographie est trop profonde pour être l'oeuvre d'un seul homme ou d'une seule école. Elle correspond à un approfondissement de la réflexion par toute une génération de chercheurs déçus par le naturalisme d'antan comme par les simplifications trop déformantes des démarches directement inspirées des sciences physiques. Embarqués dans une aventure d'une telle ampleur, il est normal que l'intérêt des géographes pour les problèmes d'actualité ait paru faiblir. Depuis une trentaine d'années, ils se sont moins préoccupés de ce qui faisait problème dans le monde que de ce qui nécessitait une remise en ordre de leur savoir. Par moment, ils ont rencontré des méthodes et développé des connaissances qui leur permettaient de se montrer utiles: c'est pour avoir plus de prise sur le réel, pour être maîtres d'un savoir plus efficace et plus applicable que la plupart ont accepté le long détour qu'implique toute remise en cause des principes. Mais les résultats de ce long effort de restructuration commencent seulement d'être visibles. C'est grâce à eux que la géographie se trouve à même de jeter une lumière neuve sur les grands défis de notre monde et d'expliquer les crises qui se sont récemment additionnées et mêlées.

III.

Le monde souffre de voir ses déséquilibres s'accroître ou se maintenir, de connaître des accumulations inhumaines dans certaines grandes métropoles, de ne pas arriver à une organisation plus harmonieuse de l'espace. Il est inquiet devant la menace d'un déséquilibre accru entre les besoins d'une humanité plus nombreuse et plus exigeante et des ressources limitées. Il est frappé des menaces que fait peser la montée de nouvelles puissances, sourdes aux valeurs de liberté et de justice qui avaient prévalu en Occident depuis plus de deux siècles. Les sociétés industrialisées voient s'effriter les bases de leur puissance matérielle et vaciller les certitudes sur lesquelles leur grandeur étaient fondée. Que dire devant le tableau de ces transformations? Que peut apporter à la connaissance d'un univers secoué de crises une discipline qui a passé tant de temps à s'occuper d'elle-même et si peu, apparemment, à se mêler des problèmes de l'heure?

Les civilisations modernes ont peu à peu relâché les liens qui unissaient étroitement les groupes humains aux milieux qui les faisaient vivre. Le support écologique qui permet aux nations industrielles et aux grandes métropoles de se nourrir et de disposer des matières premières agricoles indispensables à leurs industries a cessé de s'inscrire nécessairement dans un rayon étroit de quelques kilomètres ou de quelques dizaines de kilomètres. Il arrive que les terres proches soient mises à contribution --leur situation à proximité des foyers de consommation y pousse même à des utilisations très intensives-- mais une part importante de ce qui est consommé vient de loin sans que cela se traduise par des coûts prohibitifs et sans que cela gêne le moins du monde le déroulement de l'existence quotidienne.

On en a conclu peu vite que les hommes s'étaient affranchis des dépendances matérielles qui avaient jusque-là limités leurs réalisations. Ce qui s'est produit, c'est plus simplement un changement d'échelle: chaque group a cessé d'inscrire ses relations dans l'espace proche, mais les re-

lations verticales entre l'homme et ce qui est nécessaire à sa subsistance n'ont pas cessé. L'élargissement des aires d'approvisionnement est lié à la baisse des tarifs de transport et traduit l'efficacité croissante des utilisations modernes de l'énergie. Pour apprécier les rapports des hommes et de leur environnement, la recherche contemporaine estime donc indispensable l'analyse à plusieurs échelles: étant donné l'élargissement des marchés, il faut se placer au niveau de la terre entière pour faire le bilan de l'énergie consommée et de l'énergie disponible; il en va de même pour la plupart des productions minérales et à une partie des productions industrielles; mais il est des cycles qui s'inscrivent dans des espaces plus réduits. Une partie de ce qui se vend comme produit alimentaire voyage mal et se trouve avantageusement situé lorsque les distances à couvrir jusqu'aux consommateurs sont faibles. A côté des biens instrumentaux, des denrées agricoles et des formes d'énergie sur quoi portait traditionnellement l'analyse du métabolisme des sociétés, il faut prendre en compte les besoins en eau et ceux en air: c'est à ce niveau qu'apparaissent les contraintes les plus gênantes dans notre monde --celles que l'on dénonce chaque fois que l'on se plaint de la multiplication des nuisances et des pollutions.

La géographie aide donc à replacer l'analyse des composantes écologiques du monde moderne dans une perspective longue: nous ne sommes pas la première civilisation confrontée à des problèmes d'environnement, toutes ont connu des difficultés analogues et certaines ont été handicapées avant nous par des crises de l'énergie --n'est-ce pas une des données fondamentales de la conjoncture à la fin de l'époque moderne, au XVII^e et au XVIII^e siècle, lorsque les besoins de chauffage et les besoins de l'industrie naissante épuisaient les possibilités de production de bois?

Pour faire un bilan impartial de la situation actuelle, il convient de dresser un tableau aussi complet que possible de ce que le progrès technique a apporté de positif et de ce qu'il a créé comme difficulté. Le procès de la situation actuelle est trop souvent instruit en oubliant que les densités qui nous semblent normales ne sont possibles que grâce à une mobilisation sans précédent des ressources agricoles, minérales et énergétiques. Les pollutions dont souffraient les sociétés d'hier se traduisaient par un état sanitaire déplorable car on ne savait pas y contrôler les foyers d'infection. Nos pollutions sont graves, elles se traduisent par une acuité accrue des menaces allergiques et par la multiplication des risques de cancer --mais tout cela s'inscrit dans un contexte où les principales infections bactériennes sont jugulées, ce qui limite singulièrement la mortalité aux jeunes âges de la vie et pour les adultes jusque vers la cinquantaine!

La menace la plus directe qui pèse sur nos sociétés tient à la difficulté sans cesse accentuée de faire face à leurs besoins énergétiques. C'est grâce à la mobilisation de sources toujours meilleur marché que l'on a pu, durant un siècle, vivre dans une société où l'abondance allait croissant pour des tranches sans cesse plus larges de la population. Que va-t-il se passer maintenant? Les ressources fossiles sont irrémédiablement limitées. Leur épuisement est prévisible pour un avenir proche en ce qui concerne le pétrole et le gaz naturel, dans quelques siècles en ce qui concerne le charbon. Il est de toute manière impossible de faire face à l'augmentation exponentielle prévisible de la consommation à partir de ces formes d'énergie. L'avenir est-il donc irrémédiablement bouché? Non, et pour plusieurs raisons. Les énergies de remplacement peuvent assurer, dans les décennies qui viennent, une partie au moins de la couverture des besoins --c'est vrai en particulier de l'énergie nucléaire. L'énergie solaire sera mieux maîtrisée dans l'avenir --la photosynthèse, qui est la manière la plus efficace, à ce jour, de la mobiliser sur de grandes étendues, ne permet de stocker sous forme chimique que 1 ou 1,5% du flux que reçoit la terre! La marge qui reste mobilisable est donc importante.

La géographie permet en outre d'établir les prévisions d'utilisation de l'énergie plus raisonnables que celles que l'on obtient souvent par

simple extrapolation des tendances actuelles. Il est vrai que le progrès s'est marqué, depuis le début de la révolution industrielle, par des besoins croissants d'énergie dans tous les domaines: l'agriculture en a mobilisé pour se mécaniser et pour lutter contre l'appauvrissement des sols; l'industrie en a exigé de plus en plus pour se pourvoir en matières premières minérales, puisque les gisements les plus riches et les plus accessibles étaient tour à tour épuisés; elle en a également nécessité pour toutes les opérations de transformation qui la caractérisent. Mais c'est peut-être dans le domaine des transports que la croissance a été la plus fulgurante.

Les révolutions électroniques que nous sommes en train de vivre ont une signification différente: elles impliquent, il est sûr, la fabrication de matériels sophistiqués et contribuent, à ce titre, à la poussée rapide de la demande mondiale d'énergie, mais elles annoncent un monde dans lequel les opérations de fabrication se poursuivront d'une manière plus souple, plus économe; aux déplacements de personnes, indispensables pour une bonne transparence sociale et économique, l'informatique permet de substituer des flux de messages beaucoup plus rapides et beaucoup moins coûteux. Du coup, la tendance à la concentration qui marquait la géographie depuis deux siècles a des chances de ne plus se poursuivre de la même manière: il n'est plus indispensable de tous vivre à proximité du même foyer pour participer à la vie d'échange à partir de l'instant où les équipements d'échange instantané des informations sont partout présents.

L'avenir que nous révèlent ces études est moins sombre qu'il n'apparaît au profane dans deux domaines au moins: celui de approvisionnements énergétiques et celui des conséquences nocives des rejets gazeux et liquides de notre civilisation; la crise actuelle de l'énergie est un épisode récurrent dans l'histoire de la population mondiale et des solutions sont possibles, d'autant que le rythme d'expansion de la demande devrait se tasser avec les nouvelles formes de développement. Ce sont également ces possibilités --étalement plus grand, moindre concentration-- qui devraient limiter la pesée des populations sur les environnements les plus fragiles.

Est-ce à dire que le diagnostic que la recherche géographique porte sur la situation actuelle du monde est optimiste? Non, loin de là. Les bénéfices essentiels de la modernisation de trois derniers siècles résultent du progrès technique, mais ils n'ont été possibles que dans la mesure où la civilisation permettait de mobiliser les ressources à une échelle sans cesse croissante en utilisant des matériels plus performants, en réalisant des économies d'échelle et en tirant parti au maximum des économies externes qui naissent de la complexité et de la complémentarité des activités réunies dans une aire. Tout ceci repose sur des modes d'organisation dont l'analyse a été généralement négligée par les sciences sociales. Le progrès n'a été facile que dans la mesure où l'on savait disposer de marchés assez étendus pour l'écoulement de productions croissantes: il y fallait des infrastructures de transport, des coûts de déplacement suffisamment réduits --mais surtout, et c'est ce que l'on néglige, un climat de confiance permettant de réduire les frais d'établissement de la transparence.

Depuis vingt ans, c'est peut-être le domaine où les recherches de la nouvelle géographie --et celle de la nouvelle économie, dont le cheminement est parallèle-- ont apporté le plus d'éléments nouveaux. L'économie et la sociologie classiques reposent sur l'idée qu'il n'en coûte rien d'établir des relations; les sujets rationnels de la théorie libérale peuvent explorer gratuitement leur environnement et envisager toutes les possibilités qui leur sont offertes sans que cela leur prenne du temps et mobilise leur énergie et leurs ressources. Au niveau institutionnel, les nécessités du contrôle sont occultées: les règles retenues paraissent saines? elles s'appliqueront sans qu'il soit indispensable de les imposer aux récalcitrants, sans qu'il soit urgent de s'opposer aux comportements déviants

et de contrôler l'ensemble de l'activité des groupes. Ce sont là des simplifications d'autant plus difficiles à accepter que l'on a affaire à des sociétés plus étendues, plus nombreuses et plus complexes: les problèmes d'information croissent au moins comme le carré du nombre des membres; ceux de contrôle deviennent également plus lourds.

Les recherches récentes sur les dimensions spatiales des systèmes politiques enseignent que ces problèmes sont fondamentaux pour comprendre l'articulation de nos sociétés. Le démarrage économique qui caractérise les sociétés occidentales depuis le début des Temps Modernes n'est pas uniquement à attribuer aux innovations qui se sont succédées. Il résulte des choix effectués en matière d'architecture sociale: depuis Marx, il est de bon ton d'insister, parmi les conditions du passage à l'économie capitaliste moderne, sur l'accumulation primitive et sur la somme d'injustices qui ont permis à quelques nations privilégiées de mettre de côté une partie des excédents de l'ensemble du monde. Mais ces nations n'étaient pas fondamentalement des nations de proie. Elles se sont développées, à partir de la fin du Moyen Age, selon les règles tout à fait nouvelles de l'Etat de droit: elles se donnaient pour but de limiter l'arbitraire qui contraignait les individus en assurant le respect de leurs biens et d'un minimum de droits personnels. L'absolutisme du début de l'époque moderne n'est jamais une tyrannie aveugle: il a des bornes même dans les pays qui refusent toute limitation extérieure du pouvoir du souverain --en France en particulier: le Roi ne peut aller contre la justice que rendent ses cours.

L'évolution des institutions politiques a d'importantes conséquences pour l'ensemble de la société: à partir du moment où est assuré le respect des engagements passés, il est plus facile de se lancer dans des actions collectives, de s'associer et de créer des organisations sociales de grande dimension. La société contemporaine est structurée par des bureaucraties: il y a d'un côté les administrations qui assurent la présence réelle du pouvoir partout où son autorité doit s'exercer et distribuent les biens publics que l'économie de marché ne peut produire à suffisance; de l'autre côté, ce sont les entreprises qui ont proliféré, envahissant successivement le grand commerce et la navigation, l'industrie et les transports terrestres, le commerce de détail et les activités de service.

Les critiques sont faciles à l'encontre des bureaucraties et elles sont bien souvent justifiées: il n'est que trop vrai qu'elles sont volontiers lourdes, tâtilonnées et inefficaces dans le secteur public, rapaces et peu soucieuses du bien commun dans le domaine privé; leurs agents essaient de s'approprier le pouvoir qu'ils reçoivent et créent de menues tyrannies qui ne sont pas moins condamnables que les absolutismes d'échelle nationale. Mais les sociologues des organisations oublient bien souvent de marquer le côté positif de leur action; leurs défauts sont d'autant plus marqués qu'elles se trouvent en position de monopole; ils restent relativement bénins lorsque le climat général est celui de la concurrence entre les entreprises ou les services destinés au public; des mesures peuvent être prises qui humanisent les relations au sein des grandes constructions sociales. L'école des relations industrielles a sans doute fait preuve d'un optimisme excessif lorsqu'elle prétendait faire disparaître toutes les contradictions au sein des entreprises --mais les résultats qu'elle a obtenus sont loin d'être négligeables. Ce qui manque enfin à la plupart des jugements sur les organisations, c'est la saine appréciation de ce qu'elles apportent à la structuration générale de l'espace: elles ont permis d'effacer les particularismes locaux, elles ont rendu possible la transparence de grands espaces: elles ont créé les conditions du développement économique. Parmi les nations extra-européennes, la seule qui ait réussi à adopter rapidement les institutions et les techniques nouvelles, c'est le Japon. Les conditions naturelles n'y étaient pas meilleures qu'ailleurs, loin de là, mais la nation existait déjà comme une réalité vivante et solidaire, avec des dualismes peu marqués et un niveau

d'instruction facilitant la mise en place de grandes bureaucraties modernes: c'est ce qui a fait le succès du pays dans la période de rattrapage et ce qui lui permet aujourd'hui de devancer dans beaucoup de domaines ses modèles de naguère tant l'efficacité de ses structures sociales fait merveille.

L'architecture sociale des nations est fonction des idéologies qui assurent le ciment nécessaire à toutes les relations. Le monde occidental s'est développé depuis le début du XVII^e siècle sous le signe de valeurs à dominante laïque, mais le rationalisme constituait un principe d'universalité suffisant pour justifier les constructions sociales les plus ambitieuses, pour expliquer la nécessité de certaines hiérarchies et pour donner à tous des principes similaires d'appréciation. Le scientisme a offert, au XIX^e siècle, un substitut efficace au rationalisme métaphysique de la période classique.

L'universalisme de la raison a cependant un défaut, lorsqu'il s'agit de structurer les groupes humains: il n'y a, en toute rigueur, que les organisations à ressort mondial qui doivent trouver grâce devant lui -- ce qui risque de retarder indéfiniment la structuration de l'espace. En acceptant de procéder par étapes et de limiter, dans une première phase, l'action collective aux groupes déjà cohérents, aux nations, la tâche devenait plus facile à mener dans l'immédiat.

Le rationalisme et les nationalismes sur lesquels reposaient les institutions sociales et politiques des pays occidentaux sont aujourd'hui l'objet d'une critique sans nuance. Il est de bon ton de tirer parti des dangers de toute nouvelle aventure technique pour contester les pouvoirs de la raison. Les particularismes nationaux sont attaqués sur un double front: ils ont le tort d'avoir aboli la diversité des cultures et des savoirs qui faisait la richesse du monde traditionnel, et sont tenus pour responsables des grands affrontements qui ont mis deux fois en péril l'humanité au cours de ce siècle et risquent de conduire dans le futur à des crises plus graves.

Les chercheurs qui pratiquent les sciences sociales se lancent bien souvent dans d'étranges aventures: ils consacrent l'essentiel de leur énergie à saper les institutions en place en démasquant les mythologies qui leur donnaient force -- et inventent, sans le dire et sans s'en rendre compte, des mythologies qui reposent sur des principes analogues et ne valent pas mieux: à quoi sert de changer d'échelle, de préférer l'humanité ou la cellule locale si de toute manière toute société est coupable vis-à-vis de l'individu qu'elle mutile et empêche de se développer harmonieusement?

Les acquis récents de la géographie sont indispensables pour y voir clair dans ces débats passionnés: nous pouvons, beaucoup mieux que les autres disciplines sociales, dresser le bilan de ce que chaque système institutionnel apporte et coûte, car nous tenons compte de la distance, des obstacles aux communications et de la manière dont ils sont surmontés. Nous jugeons des cadres sociaux dans un univers qui n'est pas ponctuel: nous les saisissons dans leur étendue, dans leur difficulté à maîtriser l'espace, dans les servitudes individuelles et collectives qui en découlent. Nous introduisons un principe d'appréciation réaliste qui manque à la sociologie ou à l'économie, plus facilement tentées par les facilités des raisonnements utopiques.

Il ne suffit pas de bien marquer ce que chaque système coûte et ce qu'il apporte pour faire oeuvre scientifique; il importe encore de voir ce qui est possible dans un contexte social et idéologique donné. L'organisation des sociétés est fonction de ce que les gens croient, de ce qu'ils acceptent comme raisonnable ou comme supportable, de ce qu'ils recherchent et de ce qu'ils rejettent. Personne n'est maître de fabriquer des systèmes de valeurs et de les imposer simplement parce qu'ils conviennent bien à ses projets d'organisation: l'efficacité des interventions idéologiques est bien souvent limitée. Le problème est alors de savoir ce qu'il est

possible de construire à partir de ce que les gens pensent. Par suite de l'effondrement du rationalisme et des nationalismes classiques, il se peut que les coûts de fonctionnement des systèmes étendus auxquels nous sommes habitués deviennent de plus en plus lourds dans le futur, voire même prohibitifs. L'avenir est peut-être à des cellules articulées selon un patron plus menu que celui auquel nous avons été formés. Mais quelle configuration leur donner de manière à les rendre aussi performantes que possible? Il ne suffit pas d'affirmer, comme le font beaucoup, que "small is beautiful!" pour résoudre tous les problèmes; il convient de définir les dimensions de cette petitesse, ses limites; il est souhaitable de réduire les inconvénients qui peuvent résulter de la rupture des solidarités politiques traditionnelles. Faut-il prôner la pulvérisation de l'espace en petites unités politiques si on laisse subsister des organisations sociales ou économiques de grande dimension --des partis, des syndicats ou des entreprises puissantes? N'est-ce pas abdiquer devant les groupes de pression ou les intérêts particuliers que d'agir ainsi? Peut-on à la fois réduire les dimensions des aires soumises à même autorité et interdire toutes les organisations de grande dimension, même celles qui n'ont pas besoin de contrôler un vaste espace? Ce sont là des questions que les sciences sociales ont refusé jusqu'ici d'aborder à l'exception de la géographie qui les débroussaille.

IV.

La nouvelle géographie est née d'un effort de restructuration qui a éloigné la discipline des grands problèmes d'actualité. Les mass média en ont oublié ce que la connaissance moderne de l'espace pouvait apporter à la compréhension des problèmes de notre monde. Dans le contexte de crise où nous vivons, il est séduisant pour les spécialistes des sciences sociales d'offrir des solutions simples --et de faire, sans le dire, oeuvre d'idéologues: rares sont ceux qui résistent à cette tentation.

Le mérite de la nouvelle géographie est d'être mieux placés que les autres disciplines pour éviter les généralisations abusives: bâtie sur une analyse des conditions écologiques, des relations réelles et possibles entre l'homme et le milieu, consciente de tout ce contribue à modeler les répartitions, à rendre les échanges souhaitables ou à les interdire, elle conduit à des jugements moins sommaires; plus sensible à l'impact des technologies modernes de la communication et de l'information, elle pose mieux le problème de la dimension souhaitable des constructions sociales. Critique à l'égard de l'utopisme implicite dans beaucoup de plans de réforme ou de réorganisation, elle sait souligner les relations souvent négligées entre le domaine des valeurs, celui des institutions et celui des réalités de la vie matérielle de tous les jours. C'est ce qui la rend indispensable à la définition de politiques raisonnables et efficaces.

29 maig 1981

(Curs Pau Vila de la Societat Catalana de Geografia)